

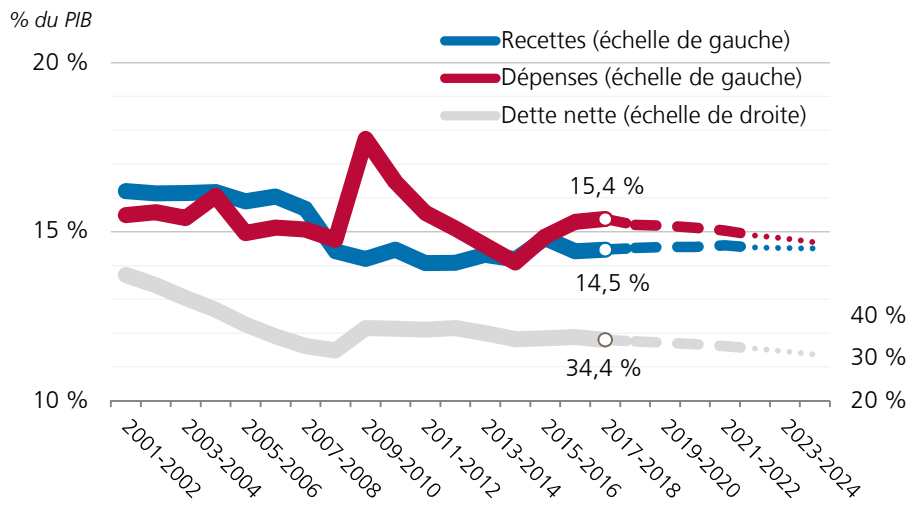
# La santé fiscale du Canada

## Rapport de suivi sur la gestion budgétaire des gouvernements fédéral et provinciaux

Ted Mallett, vice-président et économiste en chef

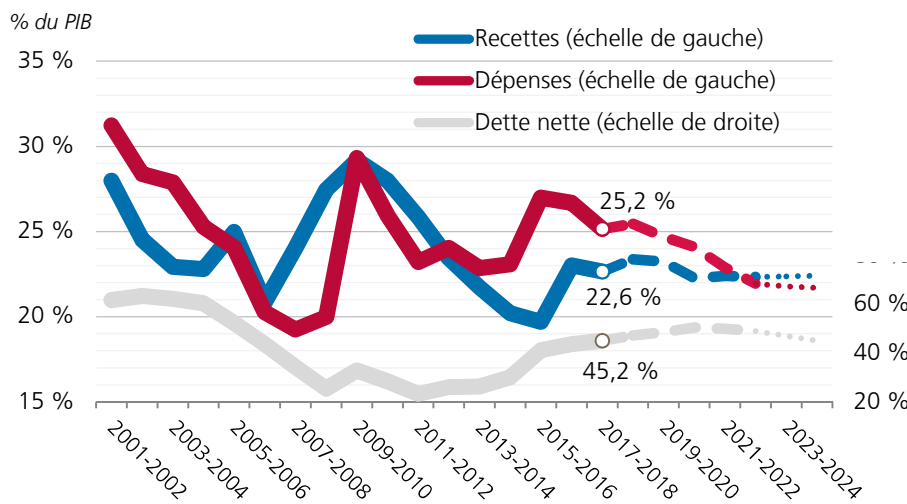
L'économie canadienne affiche un taux de croissance qui reflète la faiblesse des gains de productivité et des investissements des entreprises. Les budgets provinciaux se rééquilibrent un peu partout, à quelques exceptions notables près, comme l'Ontario et les régions riches en ressources naturelles. Cependant, les niveaux globaux d'endettement continuent de grimper rapidement. Les graphiques ci-dessous illustrent, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), les recettes globales, les dépenses et le montant de la dette nette de chacun des gouvernements. Les projections sont fondées sur les prévisions économiques actuelles, les budgets des gouvernements et les mises à jour économiques et financières de mi-exercice. Les projections de FCEI Économie vont jusqu'à 2024-2025 et s'appuient sur des hypothèses de stabilité

Figure 1 : **Gouvernement fédéral**



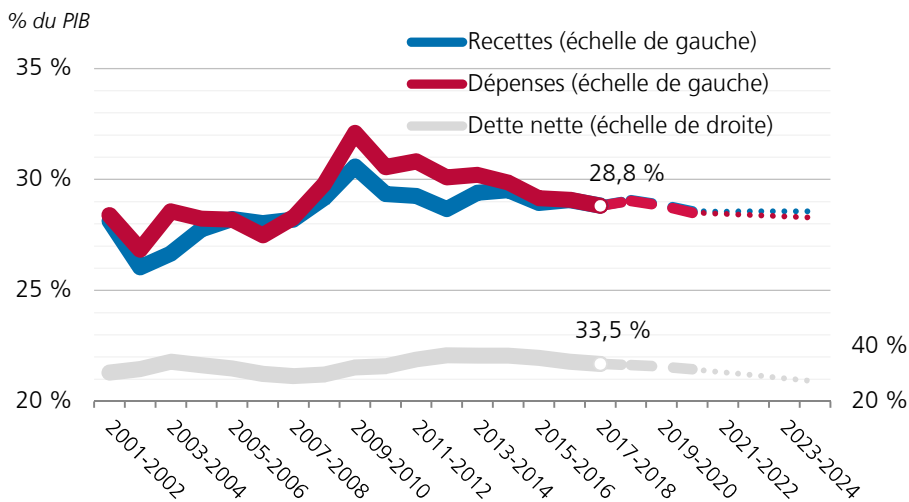
Même si les dépenses fédérales ont commencé à augmenter en 2015, on s'attend à un ralentissement économique dans les prochaines années. Par conséquent, les plans budgétaires à long terme créent des déficits. Le ratio dette/PIB restera supérieur à 30 % jusqu'au milieu de la prochaine décennie.

Figure 2 : **Terre-Neuve-et-Labrador**



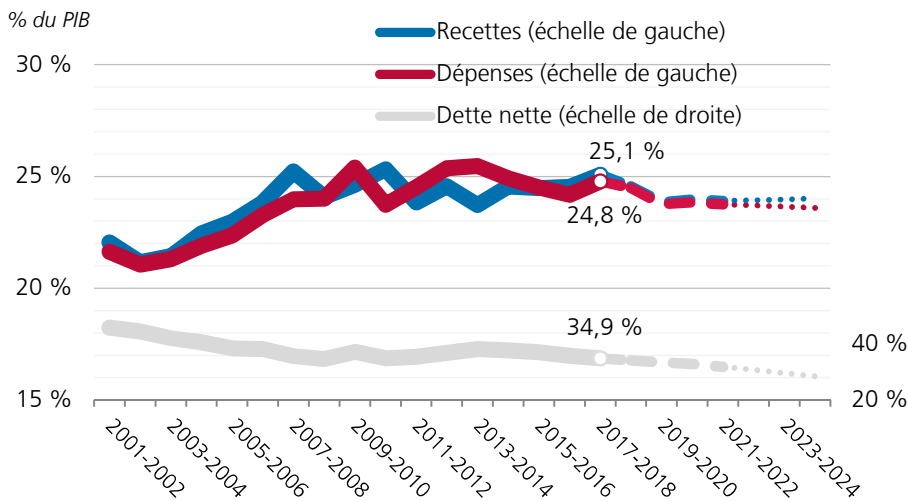
Les recettes et le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador dépendent fortement des prix mondiaux du pétrole. Une hausse des cours du pétrole augmentera les redevances pétrolières et résorbera le déficit à condition que le plan visant à réduire les dépenses en valeur nominale soit mis en place. La charge fiscale restera toutefois lourde et le ratio dette/PIB dépassera les 50 % d'ici le début des années 2020.

Figure 3 : **Île-du-Prince-Édouard**



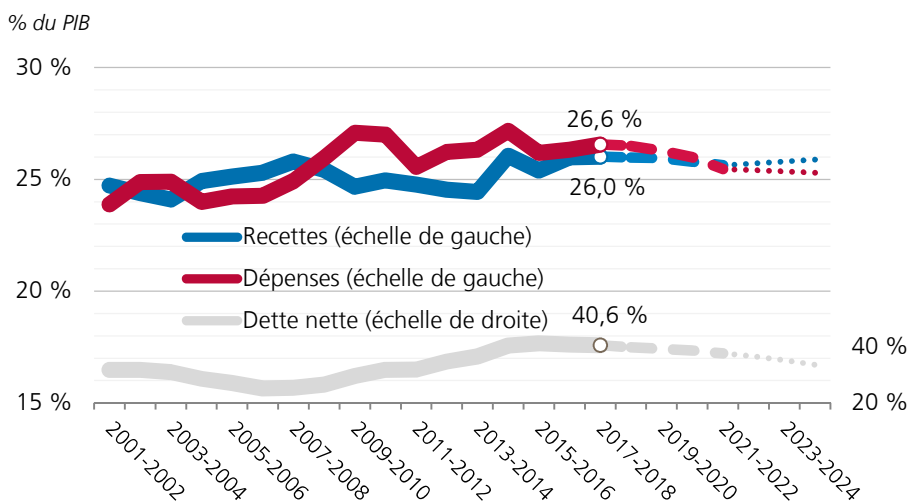
Cette année, l'Île-du-Prince-Édouard a présenté un budget équilibré pour la première fois depuis 2006-2007. Les projections sont également équilibrées pour le reste de la période prévisionnelle : le taux de la croissance des dépenses ne devrait dépasser le taux d'inflation que d'un demi-point. Les dépenses et les recettes gouvernementales en pourcentage du PIB se rapprochent à présent des normes d'avant la récession, tandis que le ratio dette/PIB diminue également de façon graduelle.

Figure 4 : **Nouvelle-Écosse**



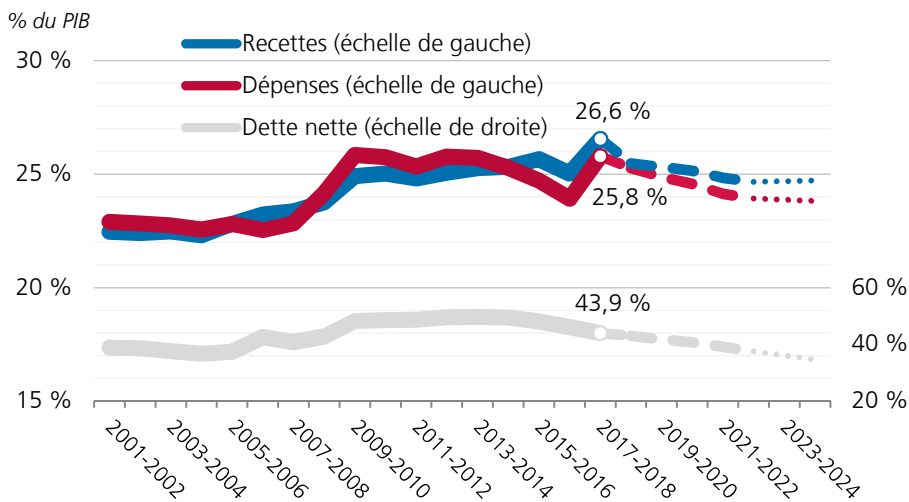
Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a dégagé un deuxième surplus budgétaire consécutif l'année dernière, et il s'attend à déposer des budgets équilibrés au cours des trois prochains exercices. On estime que la croissance des recettes et des dépenses sera modérée par rapport aux normes historiques. Si les hypothèses tiennent, le ratio dette/PIB passera enfin en dessous de la barre des 30 % d'ici 2023.

Figure 5 : **Nouveau-Brunswick**



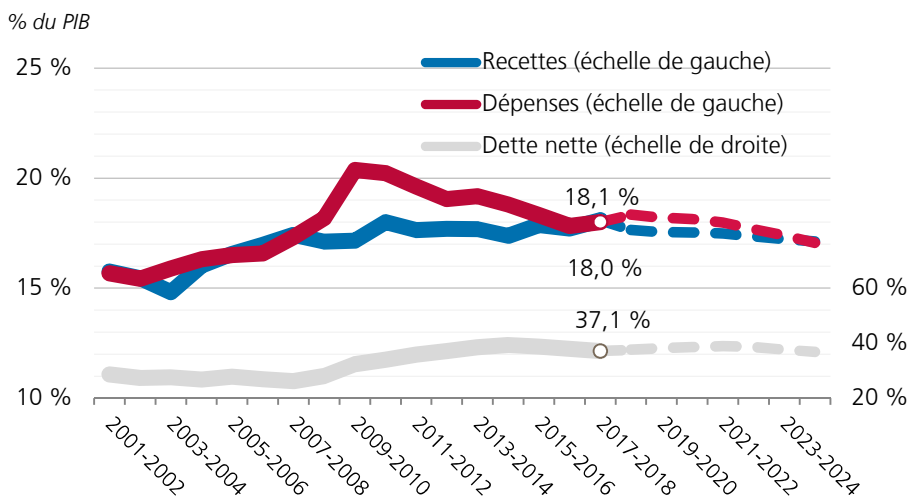
Le Nouveau-Brunswick a du mal à rééquilibrer ses finances publiques. Le budget de 2018 prévoyait des déficits plus importants pour cette année et la prochaine, tout en repoussant d'un an - jusqu'à 2021/2022 - le retour à l'équilibre. Les dépenses prévues et les niveaux d'endettement net en pourcentage du PIB demeurent élevés au regard des normes d'avant la récession.

Figure 6 : Québec



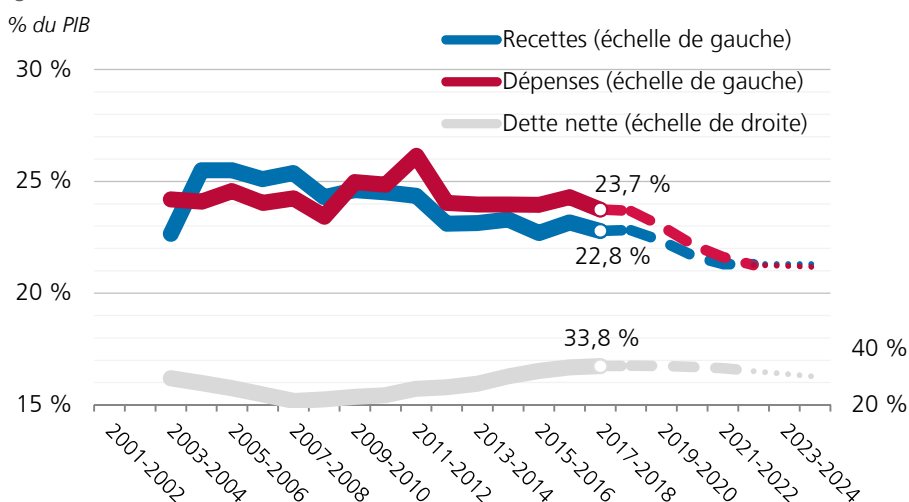
L'économie québécoise se porte bien, et le gouvernement prévoit des excédents budgétaires tout au long de la période prévisionnelle. En conséquence, les niveaux d'endettement commenceront à baisser, et ce, à moins de 40 % du GDP pour la première fois depuis le milieu des années 2000.

Figure 7 : Ontario



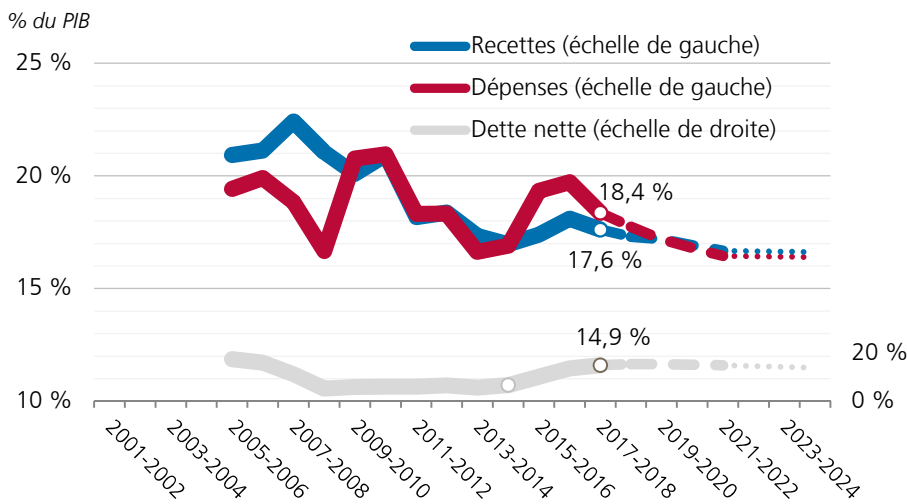
L'Ontario aura mis huit ans à combler l'écart financier généré par la récession de 2008-2009. Toutefois, le gouvernement se retrouvera encore une fois dans une situation déficitaire cette année à cause des dépenses préélectorales. On prévoit des déficits jusqu'en 2025-2026 qui totaliseront plus de 29 milliards de dollars, mais la dette nette augmentera de 94 milliards de dollars au cours de la même période. Par conséquent, le ratio dette/PIB de la province bougera peu.

Figure 8 : Manitoba



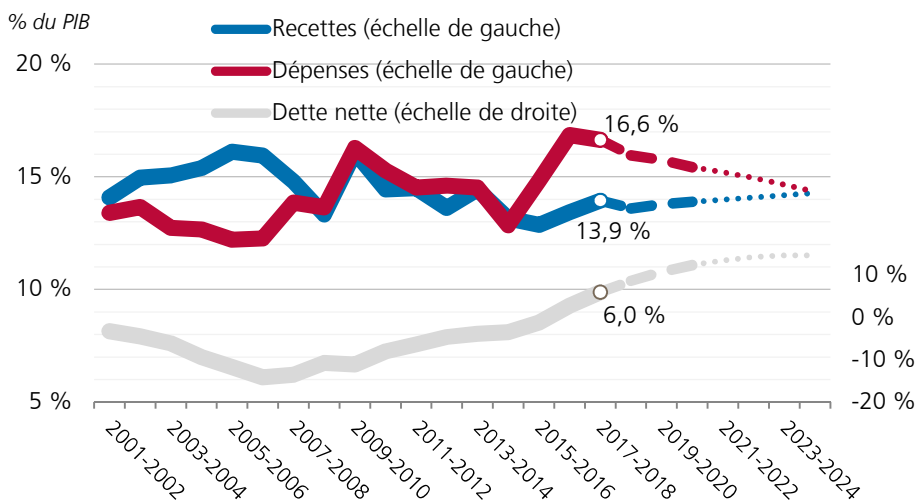
Le Manitoba a enregistré de gros déficits durant neuf années consécutives. On prévoit quatre autres années de déficits jusqu'en 2021-2022, quoique moins importants. La dette nette restera donc résolument élevée, ce qui fera passer les frais d'intérêts annuels de la province au-delà de la barre du milliard de dollars.

Figure 9 : **Saskatchewan**



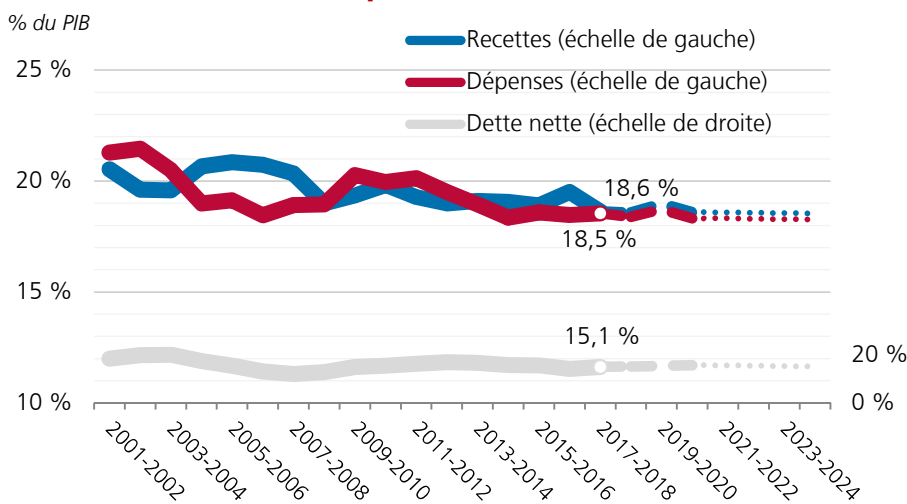
La Saskatchewan a été durement touchée par la chute des prix du pétrole et est toujours entravée par une économie poussive. Bien que la croissance des recettes ait été freinée, un effort substantiel de réduction des dépenses a permis de ramener le déficit à 595 millions de dollars. La province s'attend à rééquilibrer son budget d'ici 2019-2020.

Figure 10 : **Alberta**



Le déficit budgétaire de l'Alberta demeurera résolument lourd durant cet exercice et le prochain : 9,7 milliards de dollars et 7,2 milliards de dollars respectivement. L'horizon de planification budgétaire du gouvernement étant particulièrement court, on ne sait rien des plans de retour à l'équilibre budgétaire de la province. Toutefois, on peut s'attendre à ce que le ratio de la dette nette/PIB continue son ascension jusqu'au milieu de la prochaine décennie.

Figure 11 : **Colombie-Britannique**



En Colombie-Britannique, les finances publiques sont stables et équilibrées depuis une bonne dizaine d'années. Cependant, la croissance des dépenses s'est accélérée cette année, ce qui a réduit les excédents prévus. D'après les toutes dernières évaluations du gouvernement, le budget devrait être équilibré pendant les trois prochaines années. Par contre, il y aura une hausse générale des impôts et des dépenses, et la dette s'alourdira de 8 milliards de dollars.

Tableau 1 : **Estimations pour 2018-2019**

	Recettes				Dépenses			
	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total	% du PIB	Programmes	Frais de la dette	Total	% du PIB
Gouvernement fédéral			323 400	14,5	312 320	26 300	338 620	15,2
Terre-Neuve-et-Labrador	6 365	1 308	7 673	23,4	7 349	1 007	8 356	25,5
Île-du-Prince-Édouard	1 215	770	1 985	29,1	1 740	127	1 867	29,0
Nouvelle-Écosse	7 318	3 574	10 892	24,6	9 969	894	10 863	24,5
Nouveau-Brunswick	6 203	3 225	9 427	26,0	8 941	675	9 616	26,5
Québec	85 923	23 674	109 597	25,5	99 313	9 380	108 693	25,3
Ontario	126 455	26 006	152 461	17,6	145 922	12 543	158 465	18,3
Manitoba	12 291	4 496	16 787	22,8	16 389	1 034	17 423	23,7
Saskatchewan	11 782	2 462	14 244	17,3	13 954	655	14 609	17,7
Alberta	39 661	8 218	47 879	13,6	54 260	1 921	56 181	15,9
Colombie-Britannique	45 263	8 930	54 193	18,6	50 885	2 739	53 624	18,4
Total prov.	342 475	82 663	425 138	19,2	398 073	29 355	427 428	19,3

	Excédent annuel (déficit)		Dettes nettes (excédent net)		Recettes	Dépenses	Dettes nettes
	M\$	% du PIB	M\$	% du PIB			
Gouvernement fédéral	-18 220	-0,7	758 507	34,4	8 717	9 127	20 445
Terre-Neuve-et-Labrador	-683	-2,1	15 528	45,2	14 598	15 897	29 541
Île-du-Prince-Édouard	1	0,0	2 264	33,5	12 937	12 166	14 753
Nouvelle-Écosse	29	0,1	15 171	34,9	11 375	11 345	15 845
Nouveau-Brunswick	-189	-0,5	14 472	40,6	12 374	12 622	18 995
Québec	0	0,0	183 433	43,9	12 958	12 851	21 688
Ontario	-6 704	-0,7	325 041	37,1	10 616	11 035	22 634
Manitoba	-521	-0,9	25 044	33,8	12 397	12 866	18 494
Saskatchewan	-365	-0,4	12 648	14,9	12 084	12 393	10 730
Alberta	-8 802	-2,4	30 510	6,0	11 015	12 925	7 019
Colombie-Britannique	219	0,2	44 743	15,1	11 106	10 990	9 170
Total prov.	-17 014	-0,1	668 853	30,3			
Total			1 427 360	64,7			